

I - Programme de l'épreuve orale de leçon.

Le programme des options A (littérature) et B (civilisation) est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité de l'agrégation externe :

A - Littérature

- 1 – William Shakespeare. *Titus Andronicus* [c. 1590-1593]. (Edited by Curtis Perry and Ayanna Thompson). Londres, Bloomsbury Publishing (The Arden Shakespeare Fourth Series), 2026 ; et le film de Julie Taymor, *Titus* (1999).
- 2 – Laurence Sterne. *The Life and Opinions of Tristram Shandy, Gentleman* [1759]. (Edited by Ian Campbell Ross). Oxford, Oxford World's Classics, 2009.
- 3 – Mark Twain. *The Adventures of Huckleberry Finn* [1884]. (Edited by Thomas Cooley). New York, Norton (Fourth Norton Critical Edition), 2021 ; et le film de Wes Anderson, *Moonrise Kingdom* (2012).
- 4 – Carson McCullers, *The Ballad of the Sad Café* [1951]. Londres, Penguin, 2001.
- 5 – Kathleen Raine. *Collected Poems*. Londres, Faber & Faber, 2019.

B – Civilisation

1 – Le Royaume-Uni et la construction européenne (1^{er} janvier 1973 - 1^{er} janvier 2021)

Le sujet proposé porte sur les relations complexes entre les gouvernements, partis et électeurs britanniques et le projet d'intégration européenne, relations qui ont donné au Royaume-Uni la réputation de partenaire récalcitrant (« *awkward partner* ») durant les quarante-sept années de son appartenance à ce qui était d'abord la Communauté économique européenne (CEE), créée par le traité de Rome en 1957, puis l'Union européenne (UE) après la ratification du traité de Maastricht en 1993. La période choisie débute avec l'entrée effective du Royaume-Uni dans la CEE le 1^{er} janvier 1973 et s'achève avec son retrait le 1^{er} janvier 2021, en passant par le référendum du 23 juin 2016, par lequel les électeurs britanniques ont voté à une courte majorité pour sortir de l'Union européenne. Ce référendum, ainsi que les négociations complexes qui l'ont suivi jusqu'au retrait effectif, en janvier 2021, ont donné lieu à d'intenses débats sur l'identité britannique, sur les facteurs qui avaient conduit à ce résultat et sur ses conséquences politiques et économiques. Il ne s'agit pas ici d'aborder la question d'un simple point de vue téléologique, qui consisterait à expliquer l'inévitabilité du Brexit en analysant les ressorts des réticences fondamentales à l'égard du projet européen, mais d'intégrer également la dimension presque accidentelle de ce référendum et d'aborder l'influence et les résultats obtenus par les gouvernements britanniques dans la CEE/l'UE.

Il sera attendu des candidats qu'ils maîtrisent la chronologie des événements pendant la période 1973-2021 et qu'ils connaissent les principaux acteurs politiques concernés ainsi que les analyses proposées par les spécialistes de science politique.

Le sujet sera envisagé sous les quatre axes suivants :

A. Identité britannique entre Europe, États-Unis et Anglosphère

Le premier concerne la définition même de l'identité britannique en opposition, partielle au moins, au continent européen tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles. L'Europe était alors perçue comme une source d'instabilité et éventuellement de menace pour le Royaume-Uni. La priorité des gouvernements était donc d'y maintenir un

équilibre des puissances (« *balance of power* ») pour éviter l'hégémonie d'un pays, la France jusqu'à la défaite napoléonienne, la Russie ensuite, l'Allemagne enfin à partir de la fin du XIXe siècle.

Après 1945, Winston Churchill a redéfini la place du Royaume-Uni comme se situant à l'intersection de trois cercles (discours de Churchill, 9 octobre 1948) qui lui conféraient ainsi une position unique. Cette image est restée au fondement de la politique étrangère pendant toute la guerre froide et même au-delà, contribuant à entretenir le mythe d'un exceptionnalisme britannique. Le premier cercle en ordre d'importance à l'époque était l'Empire, qui devient progressivement Commonwealth, avec lequel les gouvernements successifs ont activement entretenu des liens politiques, commerciaux et culturels. L'idée d'une communauté de destin avec certains de ces pays (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) alimentera plus tard le concept d'Anglosphère, incluant aussi les États-Unis.

Le second cercle, la communauté transatlantique, était issu de la relation privilégiée avec les États-Unis établie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait d'abord de maintenir la présence américaine en Europe pour assurer la sécurité du vieux continent dans le contexte de la guerre froide, mais aussi plus généralement de préserver une influence britannique indirecte dans le monde pour limiter le déclin progressif de sa puissance. Dans ce contexte, le troisième cercle, l'Europe, était moins prioritaire, d'autant que Londres se considérait encore, dans l'immédiat après-guerre, comme une puissance quasi égale à l'URSS et aux États-Unis, alors que l'Europe continentale était à genoux. C'est pourquoi le Royaume-Uni participa volontiers à différentes initiatives de *coopération* (Conseil de l'Europe, OEEC, OTAN) mais ne pouvait, jusqu'au début des années 1960, envisager de participer à un projet d'*intégration* européenne.

B. Les différentes facettes de l'euro-scepticisme : politique, médias et opinion publique

Un second axe portera sur la notion d'euro-scepticisme, telle que définie notamment par Taggart et Sczcerbiak et utilisée à propos du Royaume-Uni depuis le milieu des années 1980 même si, dans le cas britannique, celle-ci recouvre une réalité bien antérieure, qui remonte au débat sur l'adhésion à la CEE. Cette notion se décline en trois volets. On étudiera tout d'abord les débats politiques qui ont traversé les gouvernements et partis politiques pendant toute la période étudiée, avec notamment l'évolution des partis conservateur et travailliste et l'émergence d'acteurs politiques extérieurs aux partis traditionnels comme le *Referendum Party*, le *UK Independence Party*, puis le *Brexit Party*, qui ont développé une offre populiste anti-européenne dès les années 1990. Le second volet explorera le rôle des médias dans ce phénomène : une partie de la presse écrite a offert une caisse de résonance à l'euro-scepticisme à partir de la fin des années 1980, amplifiée ensuite par l'apparition des réseaux sociaux dont le rôle a été central au moment du référendum de 2016. On s'interrogera enfin, dans un troisième volet, sur l'évolution de l'opinion publique, qui a toujours été moins enthousiaste sur la CEE/l'UE que dans les autres États membres, à l'exception d'une courte période au début des années 1990. Cette spécificité britannique rendait les promesses successives d'abord, puis, la tenue effective d'un référendum, pour le moins hasardeuses.

C. Un partenaire difficile dans la CEE/l'UE

Un troisième axe sera consacré aux positions défendues par le Royaume-Uni dans la CEE puis dans l'Union européenne entre 1973 et 2016 sur les principaux sujets : agriculture, budget, union monétaire, élargissement, politique étrangère et de défense, etc. Se dessine alors une continuité dans les priorités ou objectifs défendus par les gouvernements successifs sur toute la période, à savoir la défense de la souveraineté du Parlement de Westminster, le soutien à la coopération intergouvernementale, le refus du fédéralisme, la promotion du libre-échange et de l'élargissement. Ces éléments permettront aussi de nuancer l'image répandue du « partenaire difficile » souvent associée à Londres et de mettre en lumière l'influence effective sur les politiques publiques exercée à Bruxelles pendant plus de quarante ans.

D. Le référendum de 2016

Enfin, le dernier axe traitera du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016 et des débats et négociations sur les modalités de sortie de l'Union européenne. On reviendra sur les facteurs structurels qui expliquent son résultat tout en s'interrogeant sur la dimension conjoncturelle, voire accidentelle, du choix que fit David Cameron en décidant de l'organiser. Il sera important d'examiner les stratégies de campagne des deux camps, le rôle des médias, et d'en évaluer l'impact. On étudiera également les différentes interprétations du résultat (51,9% pour *Leave*) et de la sociologie électorale, y compris dans leurs dimensions territoriales. On s'interrogera sur les spécificités du vote écossais, gallois et nord-irlandais. Parce que les modalités de sortie et le type de relations futures avec l'UE n'avaient pas été débattus pendant la campagne référendaire, les quatre années qui ont suivi le référendum ont donné lieu à une forte instabilité politique et à des conflits entre l'exécutif et le Parlement. Cette absence d'anticipation et de consensus a rendu les négociations sur le retrait de l'Union européenne, puis sur la relation future avec celle-ci, particulièrement difficiles, aboutissant finalement à la signature par Boris Johnson d'un simple accord de libre-échange, qui n'a en rien clos l'histoire tourmentée des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

2 – La révolution américaine, 1763-1783

Présentation générale du sujet

La Révolution américaine, dont l'année 2026 marquera le 250^e anniversaire, débuta après la guerre de Sept Ans en 1763, lorsqu'apparurent les premiers signes du conflit impérial entre la Grande-Bretagne et ses treize colonies du continent nord-américain. Elle prit fin avec le Traité de Paris de 1763, après plus de huit années d'une guerre, non seulement civile et fratricide entre Britanniques et Américains (1775-1778), mais aussi impériale, européenne et atlantique, après l'entrée de la France dans le conflit (1778-1783). La Révolution américaine sera étudiée ici à la lumière des principaux enjeux de la recherche des quarante dernières années, qui a révélé la dimension globale de l'événement ainsi que les nombreuses résistances locales et régionales, des deux côtés de l'Atlantique, qui ont conduit à la rupture du lien impérial entre la Grande-Bretagne et ses treize colonies.

Depuis le bicentenaire de 1976, le cadre interprétatif s'est considérablement éloigné de l'histoire intellectuelle, politique et constitutionnelle classique qui cherchait les origines philosophiques de la Révolution dans un libéralisme lockéen (L. Hartz, puis J. Appleby) ou dans le républicanisme pocockien (J. G. A. Pocock, B. Baylin, puis G. S. Wood). Grâce au développement de l'histoire sociale et politique, la recherche a été élargie au-delà du corpus constitutionnel et des élites révolutionnaires. Elle a ainsi révélé la complexité des conflits et des intérêts locaux, régionaux et atlantiques, d'ordre territorial, commercial, politique et social, à l'origine de la Déclaration d'Indépendance de 1776 et de la guerre du même nom, qui a profondément transformé le continent nord-américain et l'espace atlantique de la fin du XVIII^e siècle (J. P. Greene ; E. Mancke). L'accent est mis désormais sur les causes et les conséquences humaines, sociales et économiques de cette rupture et de cette guerre, notamment les multiples formes et degrés d'engagement révolutionnaire des hommes et des femmes plongés par les circonstances dans le conflit (G. Nash ; W. Holton). L'allégeance, britannique et loyaliste (M. Jasanoff) ou révolutionnaire et patriote, est un enjeu majeur, en particulier pour les « figures oubliées » (E. Marienstras et B. Vincent) de la Révolution : les femmes, les hommes sans propriété, les hommes et les femmes réduits en esclavage, et les populations autochtones parties prenantes dans ces conflits impériaux, expansionnistes, pour la possession de leurs territoires de l'ouest (S. Zabin ; D. Egerton ; K. DuVal ; P. Spero ; C. Prior ; C. Calloway).

Quatre axes d'étude

Il s'agira premièrement de saisir **les causes, la nature, le déroulement et l'étendue de la crise impériale britannique dans la seconde moitié du dix-huitième siècle**. On mesurera ainsi les conséquences territoriales et économiques de la Guerre de Sept Ans, qui tripla la taille de l'empire territorial britannique sur le continent nord-américain et souleva des enjeux considérables dans la gestion des frontières et des relations avec les autochtones et les autres empires européens en compétition dans les Amériques. La prise ou reprise en main de la gestion coloniale en métropole pour combler le coût du conflit avec la France engendra un enchaînement de crises commerciales, diplomatiques et politiques, qui s'ouvrirent avec le *Sugar Act* d'avril 1764 et provoquèrent la mobilisation des colons contre l'imposition métropolitaine, jusqu'au point de bascule de 1773-1774 qui fit naître le premier Congrès continental et conduisit au conflit armé déclenché à Lexington et à Concord, dans les environs de Boston, le 19 avril 1775. La Déclaration du 4 juillet 1776 modifia la nature de la guerre, désormais guerre pour l'indépendance et non plus seulement guerre civile, menée à bien grâce à l'élaboration en 1777 d'un premier arsenal constitutionnel interétatique (les Articles de Confédération), qui malgré ses limites, permit l'alliance franco-américaine de février 1778, puis l'intervention de l'Espagne aux côtés de la France en avril 1779. Le conflit devenu global par le jeu des empires en construction prit fin en plusieurs étapes : la victoire des *Insurgents* à Yorktown en octobre 1781, puis deux années d'âpres négociations entre les acteurs du conflit pour aboutir au Traité de Paris de septembre 1783, qui rompit définitivement le lien impérial, affectant durablement la géopolitique de l'espace atlantique.

Le second axe vise à **interroger la Révolution américaine sous l'angle territorial et spatial** qui a constitué l'un de ses principaux enjeux. L'année 1763 est aussi celle de la Proclamation royale qui fit suite au premier Traité de Paris et interdit l'expansion des territoires colonisés (*settlements*) au-delà des flancs est des Appalaches, mettant un frein considérable au développement colonial vers l'ouest qui avait débuté dès la fondation des colonies anglaises plus d'un siècle plus tôt. Le peuplement des fronts occidentaux des territoires britanniques n'était par ailleurs pas homogène et ne servait pas les mêmes intérêts économiques, financiers ou sociaux partout sur le continent. Cette hétérogénéité des espaces coloniaux doit être mise en tension avec les intérêts partagés mis en évidence par les similitudes entre les constitutions des États nouvellement indépendants et la collaboration de leurs délégués au sein des deux congrès continentaux (celui de septembre 1774 et celui qui débute en mai 1775) pour organiser la résistance au contrôle métropolitain et établir les prémices d'un État souverain, militairement et commercialement, à l'échelle continentale. L'analyse des enjeux de sécurité dans les espaces de frontière permet de prendre en compte la fragilité des forces américaines et de révéler l'agentivité et les intérêts des nations autochtones dans la guerre d'Indépendance, qui s'est déroulée autant sur les côtes et dans les ports du continent que dans les terres amérindiennes de l'intérieur. Les relations avec le Canada, resté sous le contrôle des Britanniques, doivent être intégrées à cette étude de la dimension hémisphérique de la Révolution, tout comme les liens avec la Louisiane et la Floride espagnoles qui élargissent la perspective d'une Révolution qu'il faut comprendre dans un périmètre géographique étendu (*vast early America*).

Le troisième axe traite des **idées soulevées et diffusées pendant la période** : l'indépendance coloniale elle-même, mais aussi les libertés collectives et individuelles mises en avant par les révolutionnaires pour encourager la résistance puis légitimer la révolution. Ces libertés s'ancrent à la fois dans la tradition constitutionnelle britannique à laquelle les colonies devaient leur légitimité et leur existence, et dans un héritage colonial de pratiques proto-démocratiques locales et régionales d'autogouvernement, largement partagées à l'échelle continentale (excepté au Québec), malgré des différences significatives qui sont aussi facteurs d'explication du conflit. En outre, l'engagement révolutionnaire n'allait pas de soi. Il doit être abordé sous l'angle des rapports entre les traditions et les identifications identitaires communes aux métropolitains et aux colons britanniques, et les particularités des régimes et des sociétés créoles, dans les marges de l'empire. Le rôle de la presse et de l'écrit (*print culture*) dans la circulation des idées et dans l'évolution du débat public sur le bien-fondé ou la réforme de la gestion impériale (qu'aucun colon n'envisage véritablement de supprimer avant l'hiver 1775-76) est au centre de la réflexion à mener sur la mobilisation révolutionnaire. Celle-ci s'étudiera par le biais

des journaux, des magazines et des pamphlets publiés qui ont été récemment réévalués, ainsi que celui des archives des comités de correspondance, des comités de sécurité publique, des assemblées locales et des congrès continentaux. La spécificité de la culture politique des colons américains, différente de celle de la métropole, doit être prise en compte, ainsi que les modes de divergence et de convergence de la culture des élites et des populations plus modestes, dont *Common Sense* (1776), le bestseller de la Révolution américaine, est à maints égards emblématique.

Le dernier axe porte plus localement sur **l'expérience des populations coloniales** pendant la période, en particulier des personnes subalternes, dont les conditions de vie et de survie pendant le conflit ont été révélées par l'histoire sociale récente. Il s'agira de comprendre la participation et les revendications des femmes et des populations noires sous le joug du patriarcat colonial, mais aussi celle des populations autochtones, dont certaines se soulèvent dès 1763 (*Pontiac Rebellion*) puis sont prises entre neutralité et engagement d'un côté ou de l'autre lorsque la guerre débute. Ces populations se sont engagées à des degrés très divers dans la lutte révolutionnaire, ou bien ont changé d'allégeance au cours du conflit, ou encore, pour un grand nombre d'entre elles, ont préféré l'allégeance britannique et subi les conséquences souvent dramatiques de leur décision. Le loyalisme fut, de fait, un phénomène complexe, local, et protéiforme dont il faut mesurer l'étendue et l'impact sur l'empire britannique après l'Indépendance américaine. Enfin, l'étude des débats et des mesures abolitionnistes de la période doit permettre d'intégrer la chronologie des abolitionnismes britannique et américain à l'analyse de l'élan révolutionnaire et de mettre en évidence à la fois l'importance structurante de l'esclavage dans les négociations et le déroulement du conflit, et la portée et les limites de la dimension anti-esclavagiste de la Révolution américaine.

Ce sujet invite, par conséquent, à penser l'histoire de la Révolution américaine selon des échelles différentes (locale, régionale, hémisphérique et atlantique), en intégrant les enjeux commerciaux et territoriaux de l'expansionnisme européen en Amérique et en interrogeant l'engagement révolutionnaire dans le contexte proprement colonial de l'Indépendance américaine.

Le programme de l'option C (linguistique) est celui des épreuves d'admission de l'agrégation externe :

C – Linguistique

Leçon :

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

La complémentation verbale.

II - Épreuve hors programme en anglais.

Lors de la préparation de l'épreuve, les candidats auront à leur disposition : -
des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.